



LES ENJEUX GEOPOLITIQUES DU MEKONG

Mémoire de géopolitique
du Colonel KIM KONGKEA
dans le cadre de l'étude dirigée
« Géopolitique de l'environnement »

Directeur : Professeur Jacques SIRONNEAU

Avril 2001

Table des matières

Préambule

Introduction

Partie I

- 1.0 - Son principal enjeu du Mékong
- 1.1.- Le Mékong -Présentation physique
- 1.2. Ressources du Mékong
- 1.3. Le Mékong : une zone d'échanges commerciaux prometteuse
- 1.4. Enjeux et conflits d'intérêts pour la mise en valeur du Mékong

Partie II

- 2.0. Le contexte géopolitique des pays riverains du bassin du Mékong
- 2.1. Le rôle de la chine, poids et devenir
- 2.2. Le rôle du Japon
- 2.3. L'ambiguïté birmane
- 2.4. La place des Etats-Unis : un rôle d'arbitre
- 2.5. Le rôle de l'ASEAN
- 2.6. Le Cambodge
 - Rôle du Cambodge pour le Mékong
- 2.7. Le Laos
 - Rôle du Mékong pour le Laos
- 2.8. Le Myanmar
 - Rôle du Mékong pour le Myanmar
- 2.9. La Thaïlande en Asie
 - Rôle du Mékong pour la Thaïlande
- 2.10. Le Viêt-nam
 - Rôle du Mékong pour le Viêt-nam
- 2.11 La province chinoise du Yunnan
 - Rôle du Yunnan et de la chine en Asie

Partie III

- 3.0 La mise en valeur de la région du grand Mékong
- 3.1. Les organisations impliquées
- 3.2. Quel avenir pour le grand Mékong ?
- 3.3. Les facteurs invariants et les facteurs de changements majeurs qui influenceront les évolutions de la zone du Mékong à l'horizon de 25ans.

CONCLUSION



RENSEIGNEMENTS SUR LE MEMOIRE

1. Le titre du travail : <<Les enjeux géopolitiques du Mékong>>

2. Colonel (air)KIMKONGKEA , Cambodge

Nom de fiche : GKIMKONG0404.doc

3. 04 avril 2001

4. Division B, groupe B3

5. Mémoire d'étude dirigée : « géopolitique et environnement »

Les grandes lignes L'enjeu du Mékong est représenté par l'eau, élément majeur de notre existence qui revêt depuis toujours une triple importance : économique, stratégique et politique. Cet enjeu, accentué depuis par une démographie sans cesse galopante d'une part, et d'autre part, par de nouveaux enjeux financiers considérables, a toujours été considéré comme un élément majeur des relations interrégionales et internationales, favorisant ainsi soit la coopération , soit l'aggravation des rivalités latentes.

6. Mots clés : Mékong, eau, enjeu, conflit, arguments politiques, stratégies offensives, tendance .

PREAMBULE

Afin de rendre le plus intelligiblement possible le concept même de géopolitique et de dévider ce en quoi cet exposé tient lieu, objet de ce rapport de synthèse auquel je me suis attelé, je vous propose de découvrir ou de redécouvrir ensemble quelques unes de ces définitions.

La première de Pascal LOROT, où il définit à sa manière la géopolitique comme une méthode particulière qui repère, identifie et analyse les phénomènes conflictuels, les stratégies offensives et défensives centrées sur la possession d'un territoire, sous le triple regard des influences du milieu géographique pris au sens physique comme humain, des arguments politiques, des protagonistes, des conflits, et des tendances lourdes et des continuités de l'histoire.

Pour ma part, je la définirais comme une méthode globale d'analyse géographique de situations à la fois sociales et politiques authentiques considérées en tant qu'elles sont localisées et des représentations coutumières qui les décrivent.

INTRODUCTION

Le Mékong ou la dernière frontière Est-Asiatique

Fleuve le plus long d'Asie du Sud-Est, le Mékong prend sa source dans les montagnes du Tibet. A 4.350 km de là, il se jette dans la Mer de Chine Méridionale. Dans son parcours, il aura traversé ou longé six pays dont les données économiques, géopolitiques, démographiques et sociales constituent aujourd'hui plus qu'hier des facteurs de troubles dans cette partie du monde, se sont- : la Chine, le Myanmar, le Laos, la Thaïlande, le Cambodge et le Viêt-nam.

La Région du Grand Mékong couvre une superficie de 2,3 millions de km² où vivent 230 millions de personnes liées par un passé culturel, un

héritage historique souvent imposé et une communauté linguistique partagée.

Partie I

1.0. Son principal enjeu du Mékong

L'enjeu du Mékong est représenté par l'eau, élément majeur de notre existence qui revêt depuis toujours une triple importance : économique, stratégique et politique. Cet enjeu, accentué depuis par une démographie sans cesse galopante d'une part, et d'autre part, par de nouveaux enjeux financiers considérables, a toujours été considéré comme un élément majeur des relations interrégionales et internationales, favorisant ainsi soit la coopération , soit l'aggravation des rivalités latentes.

Ceci est d'autant plus vrai qu'en l'absence de droit international régissant l'exploitation des fleuves -à l'image du droit international de la mer-, le Mékong, qui a été trop longtemps une barrière physique , géographique et idéologique, barrière fondée sur une politique de survie, doit à présent constituer, avec l'ensemble du système hydrographique dépendant de lui, un axe vital et fécond pour la stabilité et le développement de la région.

L'idée en est simple. Le bassin du Mékong compte 230 millions d'habitants dont la grande majorité vivent dans une extrême pauvreté. Les liaisons frontalières,

telles que des routes et des voies ferrées, sont souvent rudimentaires, quand elles existent. A présent, les économies de la région connaissent une croissance rapide et disposent de puissances et richesses complémentaires.

Maîtriser le Mékong, ce Danube asiatique devrait permettre d'étendre la croissance économique asiatique à l'ensemble de la région et lui faire jouer un rôle central dans le développement économique national ainsi que dans la coopération internationale en Asie.

Dans leur histoire, les pays riverains du Mékong ont été des lieux de conflits et de guerres sans merci pour la conquête des territoires et des richesses du sol et du sous-sol. Le Mékong dispose en effet d'importantes ressources naturelles -eau douce abondante, éco-système remarquable, hydrocarbures (gaz et pétrole), hydroélectricité- et constitue un lien privilégié entre les différents pays du bassin.

A présent, l'amélioration des relations politiques entre les pays de la région et leur volonté d'orienter leur économie vers l'économie de marché ont déjà permis de lever de nombreux obstacles à une meilleure coopération régionale.

Mais, au vue des conséquences écologiques, politiques, sociales, démographiques et économiques, ces projets sont devenus des préoccupations des populations concernées dont il faut également tenir compte.

1.1. Le Mékong

Présentation physique

Le Mékong, appelé Lancang en Chine, est un fleuve international. Il prend sa source dans le plateau de Qinghai au Tibet, 5 km au-dessus du niveau de la mer, puis se glisse dans la province chinoise du Yunnan, arrose les frontières entre le Myanmar, le Laos et la Thaïlande, traverse le Cambodge, coupe le Sud-Viêt-nam pour finir sa course en Mer de Chine Méridionale. A la frontière du Viêt-nam, le Mékong se subdivise en plusieurs affluents, "les 9 dragons", pour former le delta du Mékong, vaste et fertile rizière.

Le Mékong est le premier fleuve et la plus importante ressource en eau douce en Asie du Sud-Est. Il est le dixième fleuve du monde par son débit (475 milliards de m³ annuels) et le douzième par sa longueur (4.350 km). Le bassin du Mékong irrigue 800.000 km² de terres fertiles et de bassins versants. Environ 52 millions d'habitants, représentant plus de 20 ethnies différentes, vivent au rythme du fleuve. Leur vie et leur bien-être dépendent en grande mesure de la qualité de ses écosystèmes car ils l'utilisent pour l'irrigation, la pêche, le transport et leur activité domestique.

1.2. Ressources du Mékong

Le Mékong représente un intérêt économique majeur. De tout temps, les explorateurs, marchands et les promoteurs ont été fascinés par l'énorme potentiel du fleuve : celui-ci dispose d'importantes ressources naturelles

et constitue un moyen de liaison privilégié entre les différents pays du bassin.

La fonte des neiges himalayennes et le rythme alternant de la mousson alimentent le Mékong en permanence. Le début de l'année est marqué par un manque de précipitations conduisant à une baisse du niveau du fleuve et à la pénétration de l'eau salée de la Mer de Chine Méridionale dans le delta au Viêt-nam, environ 500 km à l'intérieur du continent jusqu'à la moitié du territoire cambodgien. Mais, au moment des pluies, entre mai et septembre, le niveau du fleuve augmente d'environ 20 mètres ; le volume d'eau étant supérieur à ce qui peut arriver jusqu'à la mer, l'eau est naturellement stockée dans le Tonlé Sap, un lac de 10.000 km² au nord-ouest du Cambodge, transformant cette région en un immense réservoir d'eau douce.

Grâce au mouvement régulier des eaux, les terres sont recouvertes d'une fine couche d'engrais naturel -au Cambodge, elle peut atteindre 10 à 30 mm d'épaisseur-. Cet apport de matières organiques évite aux fermiers de recourir aux engrais artificiels chers et difficiles à transporter.

L'abondance en eau du fleuve permet aux ménages, à l'industrie et à l'agriculture de disposer d'eau potable.

Une problématique caractérisée par une grande richesse mais également une distribution géographique très irrégulière.

Le Mékong dispose de ressources hydroélectriques considérables : il peut potentiellement produire 58.000 MW d'électricité par an. Les ressources en charbon sont abondantes. C'est le Yunnan qui en est le mieux doté. Les ressources en hydrocarbures -pétrole et gaz- sont évaluées à plus de 100 fois le volume consommé annuellement aujourd'hui.

Les différends politico-économiques dus à cette irrégularité géographique entre les pays riverains ont jusqu'alors empêché l'exploitation concertée de ces abondantes ressources énergétiques sur laquelle repose pourtant en partie leur développement -seulement 1% du potentiel serait aujourd'hui exploité.

La consommation énergétique moyenne par personne dans cette région n'est que de 300 kWh -elle est de 20-60 kWh au Cambodge ou au Laos contre 900 kWh en Thaïlande-. Le taux d'électrification est également très faible, entre 4 et 12%, hormis la Thaïlande. La production hydroélectrique ne couvre que 20% de la consommation totale d'électricité mais, beaucoup moins polluante que l'énergie thermique, celle-ci devrait la supplanter rapidement.

Le secteur de l'énergie est le secteur clef de l'industrialisation des pays du Mékong, où les alternatives sont relativement limitées. C'est également un domaine qui, dans la majorité des pays de cette région, devra être restructuré afin de pouvoir supporter le défi du développement économique et démographique dans les années à venir. Jusqu'à récemment les six pays riverains ont basé leur développement sur une politique d'auto -suffisance énergétique. Aujourd'hui, dans un souci de gestion optimale des ressources énergétiques, un système intégré de transmission d'électricité et de gazoducs transfrontaliers doit être mis en place. Celui-ci apportera de nombreux avantages à cette région : échange d'énergie en heures de pointe, fiabilité accrue des approvisionnements en électricité, réduction des capacités de réserves nécessaires, réduction des pertes... Mais, la mise en œuvre de ce système devra être progressive afin qu'une confiance mutuelle et une volonté de coopération s'installent entre les pays de la région.

Le pouvoir politique, généralement très centralisé, montre aujourd'hui une certaine volonté de laisser leur autonomie aux régions et de permettre au secteur privé de participer au financement de la production énergétique, à la propriété et à l'exploitation des sites.

1.3. Le Mékong, une zone d'échanges commerciaux prometteuse

Au XIX^{ème} siècle, lors de la colonisation du Cambodge, du Laos et du Viêt-nam, la France espérait utiliser le Mékong pour atteindre la Chine et ses marchés. Or, les rapides, les chutes, les eaux peu profondes en saison sèche, sont autant de barrières infranchissables qui rendent le fleuve navigable uniquement par tronçons.

Il y a plusieurs années, la province du Yunnan a proposé une stratégie pour développer le transport international sur le fleuve. La province disposait en 1996 d'une flotte de 41 bateaux engagés dans le fret international.

Par ailleurs, un projet de maîtrise des rapides proches de la frontière Laos-Cambodge devrait permettre l'amélioration de la navigation sur le fleuve en aval du Yunnan en direction du Myanmar, du Laos et de la Thaïlande, et en amont vers le Viêt-nam et le Cambodge.

Le Mékong ne pouvant en aucune façon constituer une voie facile de pénétration vers l'intérieur du continent, les pays riverains du Mékong se sont engagés dans une nouvelle voie afin de se désenclaver.

C'est ainsi qu'ont été lancés cinq projets routiers reliant la Thaïlande à la Chine en passant par le Laos et le Myanmar, et reliant la Thaïlande au Viêt-nam en traversant le Cambodge et le Laos.

La construction du Mittapheah ("Pont de l'Amitié"), premier pont sur le Mékong en dehors du territoire chinois, qui relie le Laos et la Thaïlande, est une preuve de cette nouvelle volonté. Ce pont permettra de relier l'ensemble de la région aux économies dynamiques d'Asie du Sud-Est en assurant la jonction de Pékin à Singapour et à la Malaisie au moyen d'autoroutes. L'aménagement actuel d'une voie ferrée sur ce pont permettra l'extension de celle reliant déjà Singapour, via la Malaisie et le nord-est de la Thaïlande, à Vientiane. Par ailleurs, le projet d'un second pont sur le Mékong sud, reliant le Nord-Est thaïlandais à la côte vietnamienne, est défendu par le Viêt-nam et la Thaïlande.

En 1995, l'ASEAN a annoncé sa décision de construire une ligne ferroviaire panasiatique de Singapour à Kunming, passant par Kuala Lumpur,

Bangkok, PhnomPenh, Saïgon et Hanoï. La ligne sera éventuellement reliée au pont continental eurasiatique.

1.4. Enjeux et conflits d'intérêts pour la mise en valeur du Mékong

De longues décennies de guerres et d'isolationnisme ont entravé le développement économique de la région. Le Mékong n'a servi qu'à satisfaire les besoins modestes des six pays riverains. C'est pourquoi, malgré ses importantes ressources, le Mékong demeure encore peu encombré : il ne compte ni grandes usines sur ses rives -exceptées quelques unes dans la province du Yunnan- ni grandes villes -sauf une ou deux au Sud-Viêt-nam-. Il est également relativement peu pollué mais cette situation évolue très rapidement -notamment en raison des investissements industriels réalisés en Chine (usines de pâte à papier dont les eaux toxiques sont directement rejetées dans le fleuve)-. Enfin, les 52 millions de personnes qui vivent le long de ses rives -principalement des fermiers et des pêcheurs- sont parmi les plus démunies au monde.

Avec l'avènement de la paix dans la région, les pays du bassin du Mékong se sont lancés dans la course au développement. Or, ce développement nécessitant de l'eau pour la production de l'énergie électrique, l'irrigation, la pêche et la navigation fluviale, l'aménagement du Mékong a engendré de nombreux conflits d'intérêt entre les pays riverains quant à la gestion de cette eau. De plus, celui-ci a des conséquences écologiques et humaines, négatives ou positives, extrêmement importantes.

La construction concertée de barrages sur le Mékong aura des impacts positifs. Ils permettront d'accroître les richesses de ces pays car ils contribueront à : accroître le niveau de vie des populations riveraines ; augmenter la capacité d'énergie disponible pour les industries donc à augmenter la production de biens destinés au marché intérieur mais surtout à l'export ; à réguler le flux du fleuve selon les saisons (période

sèche/mousson) à accroître le savoir-faire des experts, la formation de la main d'œuvre...

grâce au recours aux investissements étrangers sous formes de services, de matériaux et équipements techniques...

Les pays qui nécessitent le plus d'électricité ne sont pas ceux qui bénéficient du potentiel hydroélectrique le plus élevé ce qui crée des tensions entre les pays.

Le Laos et le Cambodge détiennent respectivement 50% et 34 % du potentiel hydroélectrique total du fleuve, puis viennent le Viêt-nam et le Myanmar.

D'après les études menées par le Comité du Mékong, il serait techniquement et économiquement possible de générer 37.000 MW d'électricité (20.000 MW pour le cours principal et 17.000 MW pour ses affluents) dont 13.000 MW pour le seul Laos. Cette richesse encore sous-exploitée suscite la convoitise de la Thaïlande -mais aussi du Viêt-nam- dont le développement rapide (industrialisation, urbanisation, agriculture) requiert toujours plus d'énergie ; les besoins de ces deux pays représentent 98% des besoins des pays du bassin inférieur.

Cependant des craintes existent quant à la possibilité que la Chine construise un réservoir d'eau dans le Haut Mékong capable de retenir la totalité du flux -soit 20% du flux total du fleuve- pendant 6 mois.

Les problèmes d'environnement sur la zone Mékong concernent aujourd'hui les ressources naturelles, les espaces ruraux et les zones urbaines. Le déboisement, l'érosion des sols, la pollution des eaux intérieures et des eaux côtières, la raréfaction de l'eau, les inondations, la régression de la biodiversité, la pollution atmosphérique, les déchets ménagers et industriels sont les principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays du Mékong. Ces problèmes nécessitent bien évidemment un renforcement important des politiques de chacun des pays, mais aussi pour certains d'entre eux -ressources en eau, déforestation, pollution des eaux fluviales et côtières...- l'établissement d'une coopération régionale forte, soit parce que les milieux concernés

traversent les frontières, soit parce que les problèmes d'environnement sont liés aux échanges de biens ou de produits (eau, bois...).

Aujourd'hui, les pays riverains sont amenés à s'entendre sur le partage et l'utilisation de l'eau du Mékong, car une action sur un point du fleuve, particulièrement en amont, a des conséquences tout au long de son cours. C'est dans cette optique que le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Viêt-nam ont signé en 1994 un accord de principe pour l'exploitation du Mékong et la protection de son environnement. Invoquant la souveraineté nationale, la Chine et le Myanmar ont refusé d'y prendre part. Cet accord a donné naissance à la "Commission du Mékong".

Partie II

2.0. Le contexte géopolitique des pays riverains du bassin du Mékong

La présentation sommaire du contexte géopolitique de la région du Mékong donne un aperçu de la complexité des situations et des interdépendances qui les caractérisent. Ces éléments auront également des répercussions indéniables sur le devenir de la zone.

Le Cambodge, Le Laos, le Myanmar, la province chinoise du Yunnan, la Thaïlande et le Viêt-nam présentent d'énormes différences : géographiques, ethniques, économiques, politiques... Ces pays ne sont regroupés que parce qu'ils font partie de l'entité originale qu'est le bassin du Mékong.

2.1. Le rôle de la Chine , poids et devenir

La Chine, contrairement aux autres grandes puissances qui désirent jouer un rôle dans la zone (UE, Etats-Unis, Japon et Inde), est partie prenante du GMS par la province du Yunnan. De plus, la Chine d'aujourd'hui est à la recherche de sa nouvelle place et de son image sur la scène mondiale et, encore plus, sur les territoires asiatiques. Les modalités de sa montée en puissance sont l'un des facteurs d'évolution les plus importants pour la région. Cette influence croissante se traduit déjà par une augmentation notable des échanges, l'apparition de points de croissance, la création d'infrastructures -au Nord du Laos et au Myanmar-.

Depuis un texte de 1984 sur la régionalisation, l'administration chinoise semble vouloir prudemment se réorganiser en opérant une déconcentration relative des responsabilités des pouvoirs publics et des activités. Une délégation substantielle pourrait demeurer aux différents niveaux de l'administration territoriale en matière de négociation avec les pays frontaliers ; ce pourrait être le cas du Yunnan. L'éclatement de la Chine, selon le schéma de l'ex-URSS, paraît néanmoins très improbable,

même si certains experts estiment que la liberté accordée à certaines provinces menace l'intégrité du pays.

L'immensité du territoire, les différences culturelles et linguistiques, les germes démocratiques semés en 1989 sur la place Tienanmen, l'accentuation des différences sociales dans un contexte de consommation, sont autant de risques qui pèsent aujourd'hui sur la Chine. Pour ressaisir une situation quelque peu confuse, les dirigeants en appellent au nationalisme. C'est un des leviers sur lesquels le pouvoir central essaie de jouer pour retrouver une certaine cohésion aux marges de son territoire national. Ce regain de nationalisme chinois, avec son accompagnement militaire, inquiète le Japon et les pays d'Asie du Sud-Est, notamment les proches voisins de la Chine que sont les pays du Mékong. Un conflit avec la Chine aurait pour conséquences principales pour ces pays la limitation des projets d'infrastructures et la réduction des échanges.

Afin de renforcer son image de puissance incontournable sur la scène internationale, la Chine ne peut pas être indifférente au développement du GMS, qui lui échappe pour le moment en grande partie. Contre le Japon, omniprésent en Asie et au sein de la BAD, elle recherche des alliances dans l'ASEAN, auprès des Etats-Unis et en Europe. De même, depuis la normalisation des relations en 1990 entre la Chine et le Viêt-nam, le commerce entre les deux pays croît régulièrement.

Mais la carte maîtresse de la Chine au sein du Mékong est la province du Yunnan. Avec ses 4.000 km de frontières avec le Myanmar, le Laos et le Viêt-nam, le Yunnan constitue la porte d'accès de la Chine non seulement aux pays qui forment le Mékong, mais demain à tous les pays de l'ASEAN. La capitale du Yunnan, Kunming, s'est fait une spécialité des relations avec ces pays ; elle profite d'une certaine autonomie de gestion et le gouvernement y a installé les centres de recherche sur l'Asie du Sud-Est et œuvre pour son désenclavement.

Ce désenclavement est possible. L'accès le plus direct du Yunnan à la mer est le tracé même du Fleuve Rouge, qui baigne Hanoï et dans un delta duquel se trouve le grand port nord-vietnamien de Haïphong. C'est ce tracé qu'au tout début du siècle, les Français avaient choisi pour construire la ligne de chemin de fer destinée à l'acheminement de l'étain du port de Mong-Tseu (au Yunnan) à Haïphong. Cette voie ferrée était prolongée jusqu'à Kunming quelques années plus tard.

Mais, les mauvaises relations sino-vietnamiennes ont amené les deux pays à délaisser cet itinéraire et rien ne permet de penser que l'amélioration de leurs rapports se traduira par une ouverture de plus grande ampleur. En revanche, la route qui conduit de la Thaïlande au Yunnan pourrait être amenée à se développer rapidement. Cette route existe mais certains tronçons intermédiaires sont en mauvais état et incapables de supporter des transports routiers importants. Les deux seuls réseaux routiers de qualité de la région sont thaïlandais et chinois. En direction du Myanmar, le but étant de rejoindre l'Océan Indien, la Chine a créé une véritable autoroute jusqu'à la frontière birmane (Joueli) et intensifie actuellement ses échanges avec Lashio et Mandalay.

La Chine constitue aujourd'hui l'acteur central du développement des principales infrastructures routières des provinces frontalières du Nord de la région du Mékong (Laos et Myanmar), qu'elle finance en partie ou en totalité, et depuis peu, en concertation avec la BAD.

La pression démographique chinoise se traduit par des migrations vers les pays du Sud que les Chinois considèrent comme des zones à fort potentiel en terme de ressources (forêts, mines...), mais mal exploitées. Ils font pression pour s'y implanter. Plus de 100.000 Chinois se sont installés dans le Nord du Myanmar en achetant des titres de séjour. Ils pratiquent le commerce avec le Yunnan.

2.2. Le rôle du Japon

Le Japon est omniprésent en Asie : cette zone a été de tout temps pour lui un enjeu stratégique autant politique qu'économique. Cependant, une incertitude majeure pèse sur ce rôle à l'avenir car il vient de subir une crise financière et sociologique qui risque d'entraver son expansion économique dans la région, au moment même où la Chine prend son essor.

Pour réussir ce pari, le Japon s'appuie sur la Thaïlande, considérée par les experts japonais comme le moteur du développement des pays de la Péninsule indochinoise, appelée au Japon "Zone baht". La Thaïlande aspire ainsi depuis de nombreuses années les investissements japonais pour lesquels elle est à la fois un marché (véhicules automobiles) et une plateforme vers les autres pays de la Péninsule indochinoise et vers le Yunnan (route existante et entretenue tant par les Chinois que par les Thaïlandais).

Cette position de force des Japonais en Thaïlande leur est indispensable car les conflits qui avaient atteints le Mékong ces dernières années les avaient tenus éloignés de ces marchés, même si le travail politique avait été couronné de succès (intervention pour l'ONU d'un Japonais, Monsieur Akashi, pour le règlement du conflit cambodgien et la mise en place des premières élections libres en mai 1993).

En 2005, le tiers du marché mondial des importations sera concentré en Asie orientale, profitant presque exclusivement aux fournisseurs asiatiques (japonais, taïwanais, coréens...). Les délocalisations intra-régionales en sont la principale raison. Elles améliorent la compétitivité et le niveau de vie des habitants des pays qui les reçoivent, ce qui y renforce encore davantage la demande.

En définitive, malgré ces vicissitudes actuelles, le Japon réussit à maintenir sa prééminence technologique, même si d'autres pays de la région (Corée, Singapour, Taïwan) se préparent à le rejoindre.

Aujourd'hui, l'influence japonaise se maintient à travers ses investissements et la BAD (Noritada Morita, directeur du Département des programmes de l'Ouest à la BAD est japonais) dont l'un des rôles, qui est de réduire les fortes inégalités entre pays et maintenir une stabilité politique, convient bien au Japon dont l'action extérieure met actuellement l'accent vers l'aide au développement et aux infrastructures, complétant ainsi la supériorité que ses produits et équipements ont conquise sur le registre du seul commerce.

Par ailleurs, le Japon a fortement encouragé la consolidation de l'ASEAN et la création d'un Forum de sécurité dans la région. Le Japon finance également des projets culturels (rénovation des temples d'Angkor au Cambodge, de la Citadelle de Hué au Viêt-nam...). Les relations entre les pays du Mékong et le sous-continent indien à long terme.

Les pays du continent indien se sont, dans leur histoire, plutôt tournés vers le bassin méditerranéen, le Moyen-Orient et l'Europe que vers l'Asie. Le Bangladesh constitue en effet une barrière qui freine les relations de l'Inde avec la Péninsule indochinoise et, en raison de cataclysmes climatologiques périodiques, ce pays ne peut pas développer une économie forte, relais entre les deux sous-continents.

Dans la perspective du développement du GMS, l'influence indienne dans la zone est à la fois ancienne au niveau des migrations de populations et récente au plan strictement politique.

Cette situation évolue maintenant par la lutte d'influence qu'exercent les deux puissances de la région, le Chine et l'Inde, régime autoritaire contre régime démocratique. L'Inde démontre qu'un régime démocratique est viable dans un pays densément peuplé : message que la Chine n'est prête ni à accepter ni à appliquer. Les diasporas chinoise et indienne sont aussi opposées. La diaspora indienne est très présente dans la zone et depuis très longtemps. Aujourd'hui, cette présence stimule les échanges économiques entre les pays d'Asie (Thaïlande, Cambodge, Malaisie...) attirés par un marché très vaste, à leur portée, et l'Inde.

L'influence indienne croissante devra, à un moment ou un autre, affronter l'opposition de la Chine, différente de celle qui se traduit par les conflits frontaliers dans l'Himalaya. Le Myanmar pourrait en faire les frais. Ainsi, dans cette lutte réelle d'influence entre la Chine et l'Inde, l'ASEAN n'est pas pressée de voir l'Inde prendre place dans le dialogue sur la sécurité qui vient de s'instaurer. Elle reste prudente et évite à la fois de prendre partie et de mécontenter la Chine.

La recherche de voies d'échanges est étudiée cependant entre l'Inde et l'Asie du Sud-Est. On réfléchit au moyen de relier les réseaux ferroviaires, avec la reprise d'un vieux projet de l'époque coloniale. La route maritime est également à considérer. Calcutta, premier grand port et le plus proche de l'Asie du Sud-Est a certes été supplanté par celui de Bombay, mais son activité semble reprendre aujourd'hui en partie grâce à des investissements singapouriens.

2.3. L'ambiguïté birmane

Il convient de prendre en compte le paramètre birman. Le Myanmar est entré en juillet 1997 dans l'ASEAN. L'adhésion de ce pays à une association plutôt libérale dans ses principes s'est faite par la volonté des puissances asiatiques, et souvent contre l'avis des puissances européennes et occidentales.

Le Myanmar est un pays à très fortes ressources naturelles (minières et agricoles). Sa place dans l'ASEAN et dans le GMS crée des incertitudes surtout, comme cela semble être le cas, si la voie démocratique reste dans l'impasse. Forte de son adhésion à l'ASEAN et du flux d'investissements étrangers qui prend de l'ampleur, la junte militaire risque d'être tentée de durcir sa mainmise sur le pays, surtout après le succès des négociations avec le roi de la drogue locale, Khun Sa.

2.4. La place des Etats-Unis : un rôle d'arbitre

Même si les américains n'assurent plus aussi directement une présence stratégique dans la région qu'il y a quelques années, les pays concernés manifestent globalement leur volonté de les voir conserver un rôle régulateur.

Un certain nombre d'alliances bilatérales existent toujours entre Japon-Etats-Unis, Etats-Unis-Corée, Etats-Unis-Philippines, mais les pays veulent faire passer progressivement le rôle des Américains de celui de leader à celui de partenaire. Les Asiatiques ne veulent pas être en face à face permanent avec les Etats-Unis où la négociation se réduit à l'échange de l'ouverture des marchés contre la sécurité.

La Chine est favorable à la présence militaire américaine dans la région car elle permet de justifier l'hostilité au réarmement du Japon et des autres pays d'Asie du Sud-Est. Par ailleurs, le marché chinois est prioritaire pour les Américains. Dans cette lancée, on peut même imaginer un partage du monde entre Chinois et Américains. Ni Chinois ni Américains n'aiment les groupements de pays, tel l'ASEAN, ils préfèrent naturellement des rapports bilatéraux à des rapports multilatéraux.

La présence de l'Europe en Asie gêne les Etats-Unis qui supportent seuls le fardeau de la sécurité régionale et qu'ils aimeraient bien partager.

2.5. Le rôle de l'ASEAN

Après de longues années d'agitation et de souffrances, l'Asie du sud-Est était divisée en deux : d'un côté, l'ASEAN à 6 Etats non communistes et majoritairement anti-communistes (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) ; de l'autre, une Indochine communiste (Viêt-nam, Laos, Cambodge) dominée par le Viêt-nam. A l'époque, la région se caractérisait par une confrontation absolue sur les plans idéologique, diplomatique, économique et politique.

Après avoir accueilli le Viêt-nam en juillet 1995, l'ASEAN a ouvert ses rangs au Laos et au Myanmar en septembre 1997, du Cambodge en 1999.

Ces adhésions portent à près de 500 millions le nombre de personnes qui vivent dans l'ensemble le plus dynamique de la planète, et dont le PIB est légèrement supérieur à celui de la Chine et représente près de la moitié de celui de la France.

Le principal objectif de l'ASEAN, et d'une intégration poussée de l'Asie du Sud-Est, n'est ni commercial ni économique. Il est politique et stratégique. Depuis sa création, la raison d'être fondamentale de l'organisation a toujours été de transformer une zone de chaos et d'instabilité en une terre de paix et de tranquillité, de faire d'une région d'étrangers et d'ennemis un espace de fraternité et de partenariat. C'est en second lieu seulement que vient la volonté d'assurer, grâce à l'ASEAN, le développement de la région. Et de faire en sorte qu'en parlant d'une seule voix, en agissant par concertation, les petites et moyennes puissances de la zone soient plus à même de traiter avec toutes les autres puissances, voisines ou plus lointaines.

L'ASEAN est née, en premier lieu, pour répondre à la conviction que le destin de la région devait être pris en main par ses habitants, sans influence extérieure.

Unie, l'Asie du Sud-Est pèsera davantage et relèvera mieux les défis de l'avenir. La coopération économique régionale, demeurée jusqu'à présent embryonnaire, semble à présent s'éveiller.

Dans le contexte de globalisation des échanges mondiaux, on assiste à une nouvelle articulation des économies et des productions entre les pays de la zone Asie du Sud-Est, qui peut être représentée par le schéma du "vol des oies sauvages". A mesure de leur développement économique, les pays avancés de la zone, pour contrecarrer la réévaluation de leur monnaie et l'augmentation du coût des facteurs locaux de production, délocalisent progressivement leurs activités de main d'œuvre à faible valeur ajoutée vers les pays de niveau de développement inférieur et, s'ajustent par le haut vers les activités à plus forte valeur ajoutée. Cela conduit à une nouvelle diffusion de la technologie, au développement des ressources humaines et des richesses dans l'Asie du Sud-Est.

Les orientations suivies par l'ASEAN visent aujourd'hui à réduire la concurrence entre les pays membres et à orienter ces économies vers les impératifs des technologies modernes et des attentes des multinationales :

- intégration progressive des économies de l'ASEAN (AFTA) par la réduction des différences économiques et commerciales entre les Etats membres ;
- harmonisation des législations et des comportements à l'encontre des IDE ;
- moralisation des conditions d'activité et des comportements dans les Etats membres (corruption) ;
- harmonisation des politiques nationales de développement humain (éducation, formation, santé) ;
- travail pour un développement durable.

Après le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et Hong-Kong, la Chine commence à investir dans plusieurs Etats d'Asie du Sud-Est. De son côté, la diaspora chinoise vivant dans les pays de l'ASEAN a investi des dizaines de milliards de dollars en Chine.

L'entrée des pays du Mékong positionne l'ASEAN comme grande puissance régionale du Pacifique avec laquelle les Etats-Unis, le Japon et la Chine devront compter.

L'ASEAN est donc aujourd'hui directement concernée par le développement de la région du Grand Mékong et elle met tout en œuvre pour que ce développement se fasse rapidement. Par ailleurs, les partenaires de la Thaïlande au sein de l'ASEAN voient d'un mauvais œil l'emprise de celle-ci sur les pays du Mékong, dans la perspective de leur adhésion à l'association.

2.6. Le Cambodge

Situation politique

En 1993, en organisant des élections législatives libres, l'ONU essayait de faire enfin sortir le Cambodge de deux décennies de tyrannie. Mais, en 1996, les relations entre les deux Premiers ministres se dégradent. En juillet 1997, de violents combats dans la capitale entre les partisans des deux Premiers ministres éclatent. Le Prince Ranariddh, le Premier Premier ministre, s'exile alors en France tandis que Hun Sen, le second Premier ministre, communiste et ancien Khmer rouge, tente de rétablir la dictature.

Ces événements marquent la faillite définitive de la mission de l'ONU. Depuis septembre 1997, le siège du Cambodge à l'ONU est vacant. Les Etats-Unis, qui ont fermement condamné le coup de force, font pression pour que des pourparlers s'engagent entre les deux frères ennemis.

Situation économique avant l'événement 5/6 juillet 1997

Avant cet événement, le Cambodge avait opté pour un régime économique ultra-libéral afin de reconstruire le pays et instaurer une économie de marché. Les conditions d'implantation étaient extrêmement souples.

En raison des guerres, tout est à reconstruire et de nombreuses opportunités s'ouvrent pour : le BTP, le second œuvre, les infrastructures de communication et de télécommunication, l'électricité, l'agriculture, l'agro-industrie et les cultures industrielles (caoutchouc, bois, tabac). Les investissements étrangers ont fait un saut de 98 millions de \$ en 1993 (date des élections) à plus de 2 milliards de \$ en 1996. Même si la France est encore bien placée (avec un volume d'échanges de 60 millions de FF en 1993, passé à 302 millions de FF en 1996), le Cambodge devient le marché des pays proches : Thaïlande, Malaisie, Singapour.

Le poids de l'agriculture demeure important au Cambodge puisqu'elle représente 74% de l'emploi, mais celle-ci ne suffit pas à subvenir aux

besoins, et encore moins à exporter. Historiquement ballotté entre le Viêt-nam et la Thaïlande, le Cambodge est à présent plutôt dans le giron économique de Bangkok après avoir été, pendant 10 ans (1979-1989), dans celui, politico-militaire, de Hanoï.

Rôle du Mékong pour le Cambodge

Le Cambodge détient 34% du potentiel hydroélectrique du Mékong. Cela en fait le deuxième fournisseur du bassin inférieur, derrière le Laos.

L'exploitation de cette ressource lui permettrait d'exporter cette énergie et d'en retirer ainsi des devises. Des projets de barrages hydroélectriques, de plus ou moins grande envergure, sont actuellement en cours.

Par ailleurs, le Cambodge dispose d'un gigantesque réservoir d'eau naturel situé au milieu du territoire, le lac Tonlé Sap (la "mer douce"), qui régule le mouvement des eaux du Mékong. Sa surface varie de 2.500 km² en période sèche à 13.000 km² à la saison des pluies. Celui-ci a des incidences économiques considérables (pêche, agriculture, eau potable...). C'est pourquoi, le Cambodge appréhende que la construction de barrages sur le Mékong, en retenant les précipitations, n'ait des répercussions désastreuses.

Le Cambodge attend aujourd'hui beaucoup du GMS (Greater Mekong Subregion - Région du Grand Mékong) pour le désenclavement du pays.

2.7. Le Laos

Le Laos est un petit pays -5 millions d'habitants-, desservi par sa géographie, enclavé au cœur de montagnes et cerné par trois voisins puissants -Chine, Thaïlande et Viêt-nam-. Pays montagneux, il ne dispose que de 800.000 ha de terres arables.

Rôle du Mékong pour le Laos

La richesse du Laos en ressources minières, forestières et hydroélectriques et sa position au carrefour de la Thaïlande, de la Chine et du Viêt-nam, constituent des atouts indéniables.

Le Laos est considéré comme le "château d'eau" de la région, puisqu'il détient près de 50% du potentiel hydroélectrique du Mékong. Il est en outre, géographiquement, le plus propice à la construction de barrages. Il est par conséquent très sollicité par ses grands voisins moins bien pourvus.

L'exploitation de cette ressource lui apporte une partie de ses ressources et lui fait jouer un rôle géostratégique dans la région. Mais ce petit pays, dont les besoins en énergie sont déjà largement pourvus, voit d'un mauvais œil, outre les déplacements forcés de population, les dégradations entraînées par les constructions de barrages sur son environnement. Mais, la pauvreté et la désorganisation économique du pays l'obligent à poursuivre ces constructions.

Poussé par la Thaïlande, le Laos projette de jalonner le cours du Mékong, sur son territoire, d'une série de 13 petits barrages dont la production hydroélectrique (7.700 kW/h) sera essentiellement exportée vers la Thaïlande en l'an 2000. Le Laos est ainsi de plus en plus "colonisé" économiquement par la Thaïlande qui est le seul client fiable susceptible d'acheter sa production énergétique : ce pays absorbe aujourd'hui 70% de sa production totale d'électricité, ce qui représente 75% de ses réserves

en devises. De plus, depuis 1988, 50% des investissements au Laos ont pour origine la Thaïlande.

2.8. Le Myanmar

Le Myanmar, ex-Birmanie, plus vaste et plus peuplé que ses voisins de la Péninsule indochinoise, reste encore à part, physiquement tourné d'ailleurs vers l'Océan Indien. Dirigé par une junte militaire, il est isolé politiquement. Le pays s'est cependant un peu ouvert à partir de 1992.

Mais un manque évident d'efficacité et de liberté, associé à un régime militaire, à un territoire mal maîtrisé avec des zones frontalières dissidentes et en proie à une guerre d'usure, gêne un hypothétique développement.

La Chine, favorisant l'ouverture pour permettre à ses produits d'inonder le marché birman, devient le premier vendeur dans un Etat où l'économie se libéralise timidement. Par ailleurs, Pékin réarme le Myanmar et redonne à Rangoon la possibilité de jouer un rôle en Asie après des années de misère et d'isolement.

Rôle du Mékong pour le Myanmar

Le Myanmar possède des ressources minières considérables et est relativement bien doté en ressources hydroélectriques. Ses besoins restent modestes à l'échelle du bassin, étant donnée sa faible industrialisation. Le Myanmar ne fait pas partie des pays signataires de l'accord de 1994 portant sur l'exploitation concertée du Mékong et sur la création de la Commission du Mékong. Cependant, la Commission a entamé des négociations avec le Myanmar, comme avec la Chine, afin de lui permettre, en qualité de "partenaire de dialogue", de prendre part aux différentes discussions et permettre ainsi qu'une collaboration plus étroite s'instaure entre les six pays des bassins supérieur et inférieur du Mékong.

2.9. Rôle de la Thaïlande en Asie

La Thaïlande, seul régime démocratique aux assises ébranlées, occupe une position stratégique au cœur de l'Asie du Sud-Est et elle ne cache pas sa stratégie expansionniste en Asie où elle tient à jouer un rôle prépondérant sur les plans politique et économique. Elle se considère déjà comme la colonne vertébrale de la région du Mékong. Elle développe ainsi des relations très denses avec tous les pays limitrophes de la Péninsule (- Myanmar, Laos, Cambodge et Malaisie), pays qui ont tous une frontière commune avec elle.

Rôle du Mékong pour la Thaïlande

La Thaïlande, la plus puissante économie de la région, a besoin de ressources. Elle procède déjà à l'abattage de bois dans ses pays voisins. Souffrant d'un important manque d'eau lors de la saison sèche, elle souhaite plus de liberté pour puiser de l'eau dans le Mékong. Le développement rapide et anarchique de la Thaïlande a été réalisé au prix d'un gaspillage de ressources énergétiques. Ses besoins en électricité ont ainsi été multipliés par 70 au cours des 30 dernières années et ont doublé de 1988 à 1996.

Lesdits besoins atteignent aujourd'hui plus de 11.000 MW. Selon les projections à 20 ans, elle consommerait à terme, à elle seule, le double de l'énergie nécessaire à l'ensemble des autres pays de la région. Elle est ainsi très dépendante de l'énergie mais, ne disposant pas de centrale nucléaire, elle utilise le Mékong comme source d'électricité sur son propre territoire.

Elle souhaite depuis 10 ans, construire une série de barrages -sur le fleuve même en territoire laotien, et sur ses affluents en territoire thaïlandais- afin de permettre d'alimenter tout le Nord-Est du pays, région

la plus pauvre et la plus aride alors que celle-ci représente la moitié de ses terres arables.

Soucieuse de se rapprocher de ses voisins, la Thaïlande a exercé des pressions pour l'entrée de la Chine et du Myanmar dans le Comité mais les trois autres membres pensent cette décision prématurée.

2.10. Le Viêt-nam

Le Viêt-nam est le plus grand pays de la zone après la Thaïlande. Ce pays est le plus peuplé de la région -75 millions d'habitants-.

L'originalité actuelle du pays, officiellement toujours communiste, est d'être parfaitement inséré dans la nouvelle Asie et de n'y souffrir d'aucun isolement. Après le règlement de la question cambodgienne et la normalisation entre Hanoï et Pékin, le Viêt-nam, non content d'avoir noué des relations diplomatiques et commerciales avec plusieurs de ses anciens adversaires -Taïwan et Corée du Sud-, s'est spectaculairement réconcilié avec ses voisins de l'ASEAN, au point d'avoir été lui-même accueilli dans l'organisation en juillet 1995.

Un tel consensus n'aurait sans doute pas été possible sans une certaine bienveillance américaine. Washington a, en effet, levé, en février 1993, l'embargo qu'il maintenait encore contre le Viêt-nam, et rétabli, en juillet 1995, ses relations diplomatiques avec Hanoï.

Rôle du Mékong pour le Viêt-nam

Les campagnes du delta du Mékong jouissent d'une relative opulence. Le fort débit du Mékong permet l'irrigation de tout le delta à travers un réseau complexe de canaux. Le delta du Mékong, grenier à riz du Viêt-nam, assure la moitié de sa production nationale de riz (22 millions de tonnes) et le place à la troisième position des producteurs mondiaux de riz, derrière la Thaïlande et les Etats-Unis. Deuxième source de rentrée de

devises après le pétrole, la culture du riz est vitale à l'équilibre socio-économique du pays.

Le Viêt-nam, plus que tout autre pays riverain du Mékong, est celui qui redoute le plus tout aménagement réalisé sur le fleuve. En effet, c'est dans ce pays que la retenue des eaux en amont risque d'avoir les répercussions les plus graves sur son écosystème. C'est pourquoi il s'oppose aux divers projets de construction de barrages. Il craint en effet que ceux-ci, en ralentissant le débit du fleuve, ne provoquent une augmentation du taux de salinité de l'eau dans le delta et donc la destruction des cultures.

2.11. La province chinoise du Yunnan

Le rôle du Yunnan et de la Chine en Asie

Le Yunnan, avec 40 millions d'habitants (prévision 2000 : 50 millions) sur près de 400.000 km², représente un pôle intéressant de développement et un relais entre la Chine du Sud et l'ASEAN. Sa capitale, Kunming, est en pleine croissance économique.

Le Yunnan ne fait pas partie des pays signataires de l'accord de 1994 portant sur l'exploitation concertée du Mékong et sur la création de la Commission du Mékong. Cependant, la Commission a entamé des négociations avec la Chine, comme avec le Myanmar, afin de lui permettre, en qualité de "partenaire de dialogue", de prendre part aux différentes discussions et ainsi de permettre qu'une collaboration plus étroite s'instaure entre les six pays des bassins supérieur et inférieur du Mékong.

Cette collaboration pour l'aménagement du Mékong devient de plus en plus urgente car la Chine mène actuellement une politique intensive de travaux hydrauliques sur le fleuve et ses affluents, sans concertation des pays situés en aval, ce qui n'est pas sans inquiéter ces derniers, notamment le Viêt-nam. Sa situation géographique, en amont sur le Mékong, lui permet en outre d'exercer un chantage à l'encontre des autres

pays riverains du fleuve, en menaçant en particulier de détourner le cours de celui-ci ou d'en modifier le débit.

Partie III

3.0. La mise en valeur de la région du Grand Mékong

Depuis plus de 30 ans, de nombreux pays de la région, mais aussi des institutions internationales, élaborent des études de faisabilité pour la construction d'ouvrages sur le Mékong et ses affluents. A présent, l'amélioration des relations politiques entre les pays du bassin du Mékong et la transition de leur économie vers une économie de marché rendent possibles l'instauration d'une Région du Grand Mékong (GMS). Ainsi une nouvelle zone de croissance régionale de 230 millions d'habitants, s'appuyant sur des projets d'intérêts communs, peut enfin voir le jour.

Aujourd'hui, conscients de la nécessité de leur coopération, les six pays riverains du Mékong ont décidé d'exploiter de concert l'énorme potentiel du fleuve et de ses affluents. Ils veulent y construire une série de barrages afin de pouvoir réguler le flux, irriguer et produire de l'hydroélectricité.

Cela devrait permettre le développement et l'urbanisation rapides des pays de la région, tout en préservant l'équilibre écologique de la région.

Dans la construction du GMS, le pragmatisme asiatique se manifeste avec subtilité. Le Grand Mékong ne résulte pas d'un traité souverain et n'est pas une institution. Il n'y a ni conférences, ni siège social, ni budget communautaire. Juste un gentleman's agreement entre des Etats qui ont compris qu'il valait mieux, pour éviter les disputes, par exemple sur les tracés de frontières qu'implique l'édification de routes, s'en remettre à un tiers, le plus neutre possible.

C'est donc la "Banque asiatique de développement" (BAD), avec à sa tête pour cette région le Japonais Noritada Morita, qui tisse une toile de projets et habituent les anciens ennemis à coopérer en faisant une navette

incessante entre les différentes capitales concernées. Parallèlement au développement des échanges entre les pays du bassin du Mékong, leur coopération aborde désormais des projets communs de développement portant principalement sur les transports, l'énergie, les télécommunications et l'environnement..

3.1. Les organisations impliquées

De nombreuses commissions, comités et forums, plus ou moins obscures, rivalisent pour contrôler le développement du Mékong : The Mékong River Commission (Commission du Mékong) :

Dès le 17 septembre 1957, le "Comité du Mékong" a été créé à Bangkok à l'initiative de la "Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique" (CESAP) sous l'égide de la "Commission économique des Nations unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient" (CEAEO), par quatre pays riverains du Mékong : la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Sud-Viêt-nam. Ce Comité s'est d'abord appelé "Comité intérimaire pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong".

Les objectifs du Comité du Mékong étaient, avec la volonté de ne pas prendre en compte les nationalités, les religions ou les convictions politiques, de développer les ressources aquatiques et autres richesses provenant du bassin du Mékong inférieur, y compris le bras principal et ses affluents, en matière d'hydroélectricité, d'irrigation, de contrôle du flux, de système hydrographique, d'amélioration de la navigation, de gestion de la ligne de partage des eaux, de la fourniture en eau, pour le bénéfice des populations de ce bassin. Il s'agissait ainsi d'augmenter la production d'énergie et de produits agricoles pour répondre aux besoins de reconstruction et de croissance du Laos, du Cambodge et du Viêt-nam, mais aussi aux besoins économiques croissants de la Thaïlande.

Huit barrages ont ainsi été construits en Thaïlande et trois au Laos. Mais, en raison, du contexte de guerre, le Comité n'a pas été beaucoup plus loin. Il cesse même de se réunir en 1975, faute de participation cambodgienne - c'est l'époque khmère rouge- et ne reprend ses activités en 1978 qu'à titre intérimaire, avec la Thaïlande, le Laos et le Viêt-nam.

Le Comité n'a pu réaliser ses objectifs. En effet, en imposant des règles trop contraignantes, il a bloqué toute initiative d'exploitation du fleuve. Par ailleurs, les antagonismes toujours latents entre les pays riverains ont gelé les négociations - guerres : guerre froide, guerre du Viêt-nam, guerre au Cambodge et enjeux géopolitiques-.

Fin 1994, les quatre pays riverains du bas Mékong (Viêt-nam, Laos, Thaïlande et Cambodge) ont signé un accord, après deux ans de négociations intenses et avec l'assistance technique du PNUD. Cette initiative doit apporter d'importants avantages sociaux, économiques et

environnementaux à la région. Elle vise également à régler les différends entre les quatre pays signataires. Au terme de cet accord a été instituée la "Commission du Mékong", organisme autonome intergouvernemental où sont représentés les quatre pays signataires.

Cette Commission est chargée de formuler des politiques pour promouvoir le développement durable et la conservation des abondantes ressources naturelles du bassin du Mékong.

Cet accord a permis, en assouplissant la réglementation initiale, la mise en marche de nombreux projets avec l'aide des pays occidentaux. Elle marque ainsi le début d'une ère nouvelle de coopération politique et régionale en Asie du Sud-Est. La Commission vise ainsi à relancer la dynamique de coopération, et laisse la porte ouverte à l'entrée du Myanmar et de la Chine, qui sont aujourd'hui observateurs.

Parmi les domaines prioritaires figurent la pêche, l'irrigation, l'énergie et le tourisme. Il établit également la liberté de navigation sur tout le cours principal du Mékong, abstraction faite des limites territoriales.

Aujourd'hui, la Commission paraît sortir de l'impasse, chaque pays ayant des projets qui nécessitent l'aval des autres.

The Greater Mekong Sub-region Initiative (GMS) (Initiative pour la sous-région du Grand Mékong)

Depuis 5 ans, la BAD, basée à Bangkok, a pris la décision de coordonner les actions de mise en valeur des rives du Mékong. Son rôle est de participer au financement des projets et de mettre au point des montages financiers avec les institutions financières internationales, les subventions d'Etats et les investisseurs privés.

Le "Greater Mekong Subregion Initiative" (GMS) est un projet lancé en 1992 par la BAD. Il regroupe dorénavant six pays : le Myanmar, le Cambodge, le Laos, la province chinoise du Yunnan, le Viêt-nam et la Thaïlande. Il a pour objectif l'élaboration des études sur les projets transfrontaliers. Le plan de développement du GMS s'appuie sur la construction d'infrastructures -réseau de routes reliant les six pays, lignes de chemin de fer, aqueduc et irrigation utilisant les ressources du fleuve, la construction de ports de mer et d'aéroports- aussi bien que la valorisation des ressources énergétiques.

Le GMS s'intègre, en Asie, dans des projets de développement économique complémentaires tels que le "Malaysia-Thaïlande Growth Triangle Plan", l'"East Asia Growth Area Plan" et le "Tumen River Economic Subregion".

The Forum for Comprehensive Development of Indochina (forum pour le développement complet de l'Indochine) :

Il s'agit d'une initiative japonaise portant sur les emplois et les infrastructures, avec l'appui d'un groupe privé de consultants. AEM-MITI : Il réunit le ministère du commerce et de l'industrie japonais et les ministères de l'économie des pays membres de l'ASEAN (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viêt-nam, Laos et Myanmar), et s'applique à la transition de ces pays vers l'économie de marché, avec un groupe de travail implanté au Cambodge, au Laos et au Myanmar.

ASEAN Mékong Basin Development Co-operation (coopération pour le développement du bassin du Mékong-ASEAN) :

Elle a été mise en place lors du sommet de l'ASEAN en 1995 et impulsée par la Malaisie et Singapour. Elle s'applique principalement à la construction de routes. Quadripartite Economic Co-operation (coopération économique quadripartite) :

Il réunit la Thaïlande, le Myanmar, le Viêt-nam et le Laos. Appelé également le "Golden Quadrangle" (quadrilatère d'or). Il ne fait pas aussi bien que le "Triangle d'or" mais est également spécialisé dans une petite partie de la production de narcotiques de la région.

3.2. Quel avenir pour le Grand Mékong ?

La mise en valeur de la région du Grand Mékong a pour principal objectif de favoriser l'intégration économique régionale des pays de cette zone en Asie.

Mais cette dynamique doit intégrer des éléments internes et externes plus ou moins favorables à son développement.

3.3. Les facteurs invariants et les facteurs de changements majeurs dans la zone du Mékong à l'horizon de 25 ans.

Les facteurs invariants correspondent aux données actuelles qui ne semblent pas susceptibles de transformations majeures. Il s'agit de : l'histoire longue et tourmentée des pays ; la macrocéphalie urbaine (métropolisation tendancielle, création d'un réseau de villes capitales) ,l'influence de la "notion de profit immédiat" pénalisant les investissements et les réalisations de long terme ; la permanence du rôle des militaires dans l'économie et dans le jeu politique de l'ensemble des pays du Mékong ; le poids important et toujours croissant des réseaux informels et de l'économie parallèle ; les problèmes démographiques structurels (écarts de densité de population, alternance de zones surpeuplées et de "trous" démographiques) ; le déséquilibre croissant de la distribution des richesses et des écarts sociaux ; le népotisme et la

volonté de certains dirigeants de se maintenir au pouvoir sans concessions l'augmentation de la corruption à tous les niveaux (politiques, administratifs...);

la persistance de freins socioculturels importants (identification insuffisante au système émergent selon les générations). Les facteurs de changement sont, eux, au contraire, appelés à évoluer. Il s'agit des migrations rurales des campagnes vers les villes ; du passage de l'autarcie économique à l'échange et à l'économie de marché ; de l'émergence de la Chine en tant que puissance majeure mondiale ; de la mise en place d'accords commerciaux dans la zone Asie-Pacifique (APEC, ASEAN) de l'intensification du trafic de drogue et la hausse du poids de la mafia dans l'économie de l'enrichissement relatif du monde chinois et l'appauvrissement de ce qui n'est pas chinois de l'accroissement du poids de la dimension régionale (pays du bassin du Mékong) dans l'aménagement territorial et local, et de l'apparition de nouveaux acteurs économiques (développement des stratégies à l'échelle nationale et supranationale de la part des firmes et des grands organismes)

CONCLUSION

Nous sommes dès à présent en mesure de projeter les évolutions géopolitiques probables dans un futur proche : présence et influence de la diaspora chinoise dans chacun des pays du Mékong, évolution des relations politiques Chine-Cambodge et Chine-Viêt-nam, isolement/ouverture régionale du Myanmar, constitution de deux pôles : Viêt-nam-Laos-Cambodge/Chine-Thaïlande, évolution de la partition entre pays socialistes (Viêt-nam, Laos, Cambodge) et libéraux, évolutions des instabilités frontalières (Cambodge-Thaïlande/Cambodge-Viêt-nam/Chine-Viêt-nam/Viêt-nam-Laos/Birmanie), évolution des relations Cambodge-Thaïlande, lutte d'influence sino-japonaise sur l'ensemble de l'Asie du Sud-Est impact de l'entrée des pays du Mékong dans l'ASEAN et surtout enjeu que constitue l'élément majeur qu'est l'eau.

Au regard de cette synthèse, on constate que dotés d'une valeur stratégique indéniable, la maîtrise des cours d'eau et de l'accès direct à son potentiel hydrique renferment des germes de tension qui se superposent à des situations d'instabilités géopolitiques.

Une autre source de préoccupation réside dans l'évolution du prix de l'eau. Face à la raréfaction progressive de l'eau dans le monde (assèchement) et à sa surexploitation, l'eau risque de connaître une explosion de prix au prochain siècle.

Comme le pétrole, elle pourrait devenir aussi un motif de guerre ou de paix dans la mesure, où, en 2025, les 2/3 de la population mondiale vont être en situation de stress ou de contrainte hydrique, d'une part, et d'autre part, les enjeux financiers liés aux réserves d'eau sont tels qu'ils risquent alors de se produire une fuite en avant des prix. La notion de "gestion partagée des eaux douces transfrontalières" a été reconnue officiellement en 1998.

Cependant, bien que l'impératif économique dicte à ces pays la nécessité de l'instauration d'un règlement, les susceptibilités nationales subsistent et l'aménagement du bassin du Mékong génère des problèmes d'une grande complexité. Les pays riverains du Mékong sont en effet marqués par une asymétrie en termes de dépendance vis-à-vis du fleuve, de consommation et de production d'hydroélectricité, d'irrigation, de contrôle des inondations, de la pêche.

Par conséquent, les stratégies que devront adopter ces pays pour leur approvisionnement en énergie, qui va croître au cours des années à venir parallèlement au développement de leur économie, devront prendre en considération les impacts écologiques, sociaux, économiques et géopolitiques locaux.